

PREFET DE L'HERAULT

*Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Occitanie*

Montpellier, le 13 juin 2017

*Unité Territoriale de l'Hérault  
520 allée Henri II de Montmorency  
34000 – MONTPELLIER*

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

Séance du 29 juin 2017

**RAPPORT AU CODERST DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Objet :** Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
**MECANIC SUD INDUSTRIE**  
**Demande d'autorisation d'exploiter - régularisation des activités de traitement de surface sur Villeneuve les Béziers**

**Référence :** Dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 4 octobre 2016

**Site concerné :** **MECANIC SUD INDUSTRIE**  
Rue Charles Nicolle  
CS 644  
**34 536 VILLENEUVE LES BEZIERS Cedex**

**Siège social :** **MECANIC SUD INDUSTRIE**  
Rue Charles Nicolle  
CS 644  
**34 536 VILLENEUVE LES BEZIERS Cedex**

**Contact dans l'entreprise :** Madame Adeline BARBIER, coordinatrice HSE

**Pièce jointe :** Un projet d'arrêté préfectoral

## **I. OBJET DU RAPPORT**

Par courrier en date du 4 octobre 2016, Monsieur le Préfet de l'Hérault a transmis, pour avis sur sa recevabilité, le dossier déposé par la société MECANIC SUD INDUSTRIE de demande d'autorisation d'exploitant des installations de traitement de surface sur la commune de Villeneuve les Béziers, qui concerne à la fois une extension d'activité et une régularisation.

Un rapport de recevabilité a été émis par l'inspection des installations classées le 17 novembre 2016. La procédure d'instruction s'est poursuivie avec une enquête publique en février – mars 2017.

Le rapport du commissaire enquêteur a été transmis par courrier du 5 avril 2017.

Le présent rapport synthétise l'ensemble des éléments de la procédure de demande d'autorisation et propose un avis aux membres du CODERST.

## **II. DESCRIPTION DU DOSSIER**

### **II.1. Contexte**

La société MECANIC SUD INDUSTRIE (MSI) exploite actuellement des installations d'usinage et de traitement de métaux au sein de la zone d'activités du Capiscot sur la commune de Villeneuve-lès-Béziers.

Une filiale du groupe ROCHETTE INVESTISSEMENT, MECANIC SUD AFTERMARKET (MSA) située dans la même zone d'activités, souhaite rapatrier ses installations sur le site de MSI.

Sur un plan administratif, le site d'MSI est déjà une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) : le site est soumis à autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour les rubriques 2660 « Travail mécanique des métaux et alliages » et 2567 « Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu », selon l'arrêté n°2006-1751 du 18 juillet 2006.

Les installations rapatriées seront soumises à autorisation pour la rubrique 2565 « Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique ». L'implantation de ces installations a donc nécessité le dépôt en Préfecture de l'Hérault d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

MSI souhaite par ailleurs par le dépôt de ce dossier régulariser l'activité Quench Polish Quench (QPQ : une activité de nitruration pour augmenter la résistance à la corrosion des matériaux), soumise au régime de déclaration selon l'arrêté préfectoral et passant au régime de l'autorisation suite à l'augmentation de la capacité des bains de nitruration et de neutralisation, au titre de la rubrique 2562 « Chauffage et traitement par l'intermédiaire de bain de sels fondus ». Il s'agit précisément d'un remplacement des capacités par de plus importantes, lié à l'augmentation des tailles de pièces à traiter.

Le dossier constitue ainsi une demande pour ces deux aspects :

- Implantation d'une cuve de phosphatation sur le site,
- Mise à jour des éléments d'impacts et de dangers associés à la régularisation de l'augmentation de capacité de l'activité dite QPQ,

Il décrit les activités qui seront exercées et met en évidence les impacts liés aux nouvelles activités, présente les mesures compensatoires, évalue les dangers inhérents à ces opérations et présente les mesures de prévention et de protection correspondantes.

Les modifications administratives des activités ICPE vis-à-vis de la situation connue depuis l'arrêté de 2006 sont reprises dans le tableau suivant :

Rubrique	Intitulé	Description	Capacité	Régime	Commentaires
2562-1	<b>Chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus. Le volume des bains étant :</b>  1. Supérieur à 500 l	Les installations sont : - Un bain de nitruration en bains de sel de 330 l - Un bain de neutralisation en bain d'oxydation de 1500 l Le volume total des bains est de 1830 l	V=1830 l	A	Modification de la rubrique par le décret n°2006-678 en date du 08/06/2006.  Installations visées par l'AP n°2006-I-1751 du 18 juillet 2006. Depuis 2006, les volumes des bains ont augmenté passant de 489 litres à 1830 litres dépassant ainsi le seuil d'autorisation.
2565	<b>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563.</b>  2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) Supérieur à 1500 l	Cuve de phosphatation de 2000 L.	V=2000 l	A	Nouvelle rubrique concernée due à l'implantation de l'installation projetée.
2560-B1	<b>Travail mécanique des métaux et alliages</b> B. Autres installations que celles visées au A. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :  1. Supérieure à 1000 kW	La puissance électrique installée totale est de 1296 kW	Ptotale = 1296 kW	E	Modification de la rubrique par le décret n°2013-1205 en date du 14/12/2013.  Introduction du régime d'enregistrement et modification des seuils.  Depuis 2006, la puissance électrique installée a augmenté passant de 800 à 1250 kW  Bénéfice d'antériorité (installations existantes visées par l'AP n°2006-I-1751 du 18 juillet 2006).
2561	<b>Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages</b>	Traitement thermique des pièces après soudure par : - 2 fours de puissance 123 et 40 kW, - 1 étuve de préchauffage de 10 kW - 2 étuves de 5 kW - 1 étuve de cuisson et de séchage de 79 kW (nouvelles installations) La puissance totale des fours est de 262 kW.	Ptotale = 262 kW	DC	Modification de la rubrique par le décret n°2013-1205 en date du 14/12/2013 : installations visées par l'AP n°2006-I-1751 du 18 juillet 2006.
2567-2b	Galvanisation, étamage de	Procédé de pulvérisation	Q <sub>wc</sub> =21	DC	Rubrique modifiée par le

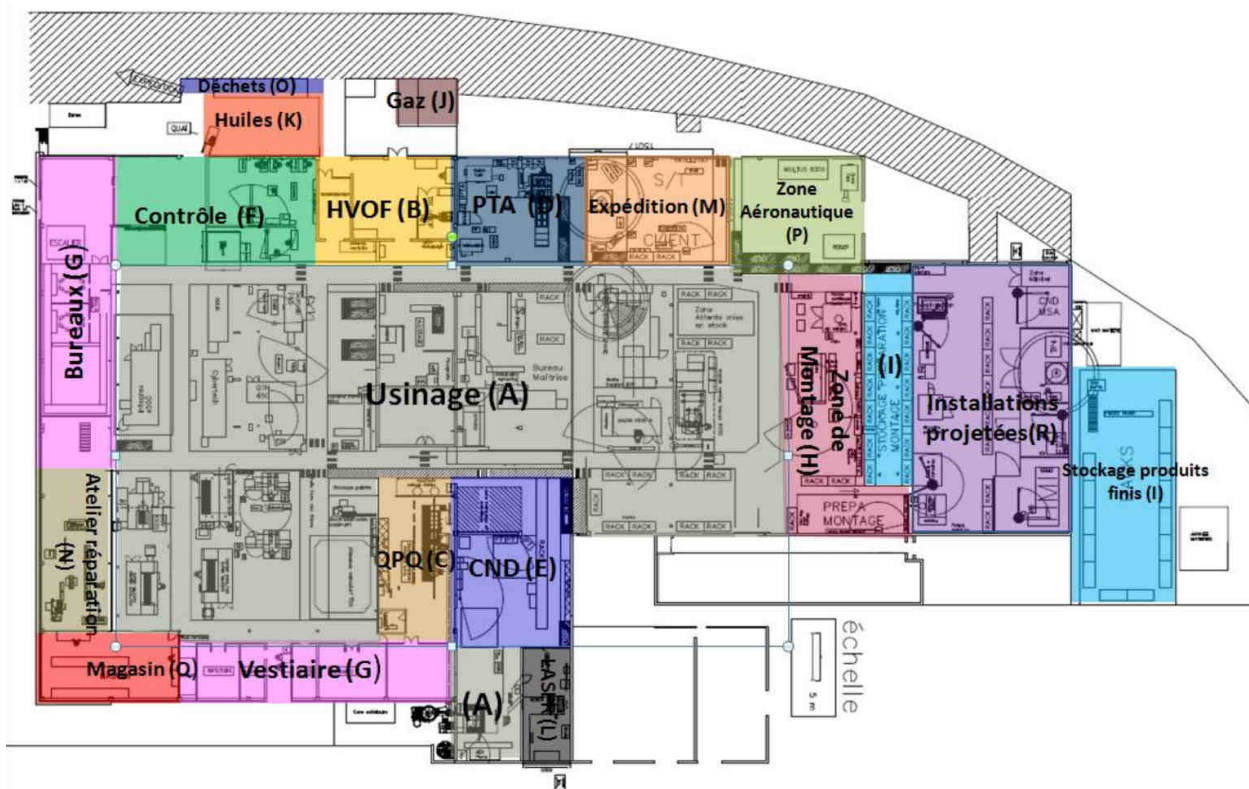
Rubrique	Intitulé	Description	Capacité	Régime	Commentaires
	métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 2. Procédés par projection de composés métalliques, la quantité de composés métalliques consommée étant : b) Supérieure à 20 kg/j, mais inférieure à 200 kg/j	de métal fondu du type HVOF ; La quantité de carbure de tungstène consommé est de 21 kg/j	kg/j		décret 2013-1205 en date du 14/12/2013. Introduction de seuils. Bénéfice d'antériorité. Pas de modification des installations (installations visées par l'AP n°2006-I-1751 du 18 juillet 2006).
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.....	L'installation est composée : - D'un réservoir vertical de 5.75 m de hauteur et de 2.30 de diamètre. Le volume de gaz stocké est de 10 500 litres soit 15 tonnes.	Qgaz = 15 t	D	Pas de modification des installations (installations visées par l'AP n°2006-I-1751 du 18 juillet 2006). Nouvelle rubrique créée par décret 2014-285 du 3 mars 2014 en remplacement de la rubrique 1220

## II.2. Description du bâtiment et des activités modifiées

Le site de MECANIC SUD INDUSTRIE est composé d'un bâtiment unique de 2100 m<sup>2</sup> ainsi que de trois zones de stockage extérieures.

Il comprend les aménagements suivants :

- \* Zones de travail mécanique des métaux (repère A),
- \* Zone de pulvérisation de métal fondu (repère B),
- \* Zone de traitement thermique par bains de sel (repère C),
- \* Zone de rechargement par soudure (repère D),
- \* Zone de contrôle non destructif (repère E),
- \* Zone de contrôle tridimensionnel (repère F),
- \* Zones de bureaux/vestiaires (repère G),
- \* Zone de montage (repère H),
- \* Zone de stockage de produits finis (repère I),
- \* Zone de stockage des bouteilles de gaz (repère J),
- \* Zone de stockage des huiles (repère K),
- \* Zone de rechargement par LASER (repère L),
- \* Zone d'expédition (repère M),
- \* Zone de réparation des pièces (repère N),
- \* Zone de stockage des déchets (repère O),
- \* Zone Aéronautique (repère P).
- \* Magasin (repère Q)
- \* Zone d'implantation des nouvelles installations (repère R).



#### *Aménagements liés à l'activité QPQ :*

Aucune construction nouvelle n'est réalisée, la modification porte uniquement sur un réaménagement interne du bâtiment existant (local QPQ – outil de production) ainsi qu'un réaménagement extérieur (utilités).

Par rapport à cette activité, les principaux aménagements réalisés, par rapport aux éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 26 janvier 2005, sont listés ci-après :

- remplacement du four de préchauffage,
- remplacement du bain de nitruration (bain TF1) : passage de 137 l à 330 l,
- remplacement du bain de neutralisation (bain AB1) : passage de 352 l à 1500 l,
- remplacement des bacs de refroidissement et de lavage en cascade,
- remplacement du laveur de gaz,
- remplacement du stockage des effluents liquides,

Il est à noter que la vocation de cette extension des volumes des bains a plus été liée à l'augmentation des tailles de pièce à traiter qu'à l'augmentation de cadence ou de capacité de production. En effet, en 2005, la production était exclusivement réalisée pour des STEMS, des sièges et des opercules (petites pièces de 20 à 30 cm). Aujourd'hui, la production est réalisée à 80 % pour des Pistons Ram Change (PRC), (grandes pièces jusqu'à 120 cm).

#### *Aménagements liés à la phosphatation :*

Dans la zone R, les aménagements comprendront les installations suivantes :

- une installation de lavage des pièces au karcher (dégraissage),
- une installation de grenaillage des pièces,
- une zone de contrôle des pièces (contrôle non destructif, ressuage, contrôle dimensionnel),
- une cuve inox et sa rétention pour le bain de phosphatation.

### **II.3. Environnement urbain et industriel du site**

L'établissement qui est implanté rue Charles Nicolle, sur un site industriel existant dans la zone industrielle du Capiscol de la commune de Villeneuve-les-Béziers. Cette zone est située à environ 500 m du tade de la Méditerranée et à 350 m de l'autoroute A9.

La zone du Capiscol est localisée à environ 3 km à l'Est du centre-ville de Béziers et à environ 1,3 km au Nord-Ouest du centre-ville de Villeneuve-les-Béziers.

Le site est implanté sur une superficie de 15 000 m<sup>2</sup> correspondante aux parcelles 8 et 9 section AR du cadastre, en zone UE2 du PLU de la commune approuvé le 23/08/2007 (zone industrielle et artisanale autorisation des installations classées soumises à autorisation ou à déclaration).

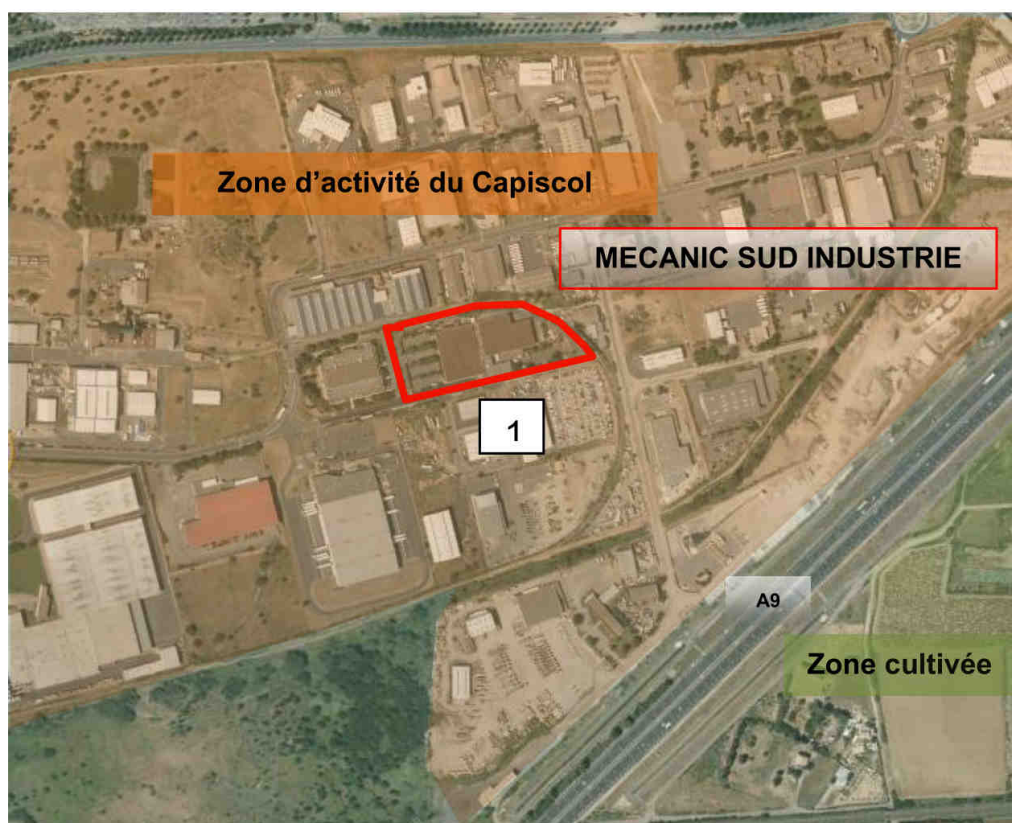
Les activités présentées par MSI se font dans les locaux existants et sur un site ayant disposant déjà d'une autorisation préfectorale.

L'habitation la plus proche se situe à environ 530 m de l'autre côté de l'autoroute A9, des limites Sud de l'enceinte du site MSI. Les autres habitations sont implantées à 700 m au Nord-Est du site.

La commune de Villeneuve-les-Béziers comprend :

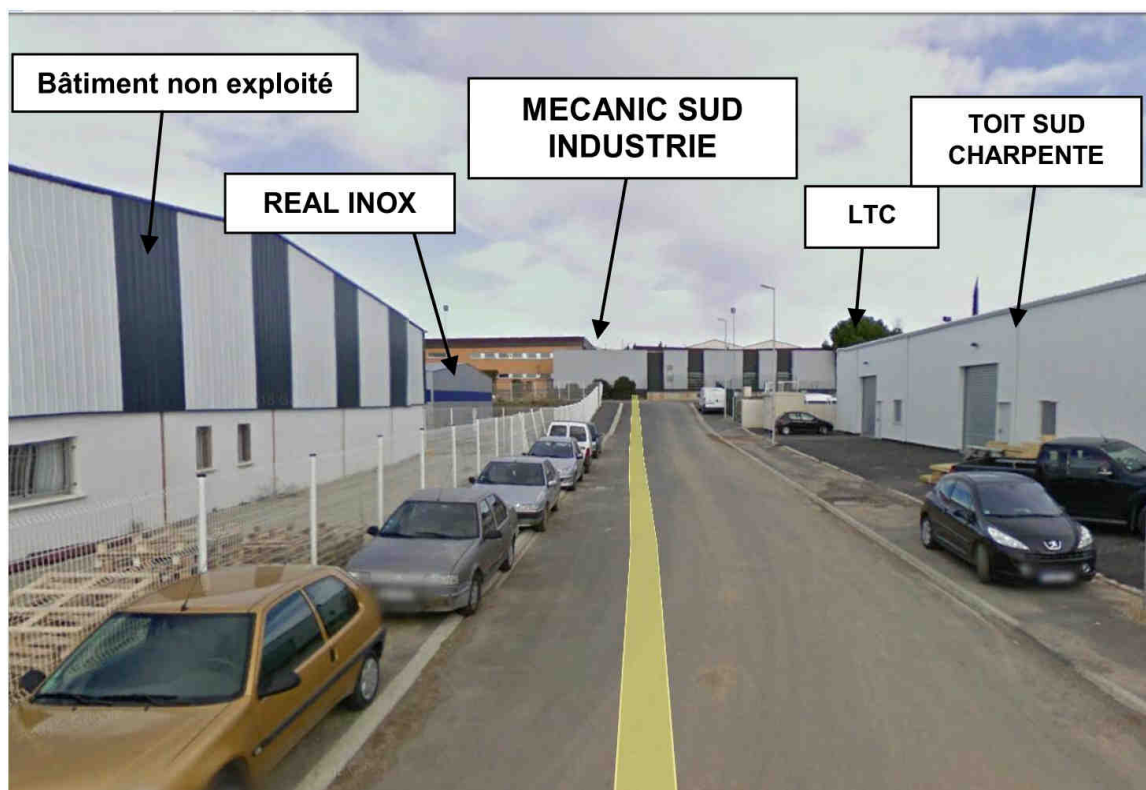
- des secteurs représentant des risques d'inondation par une crue à débordement lent de cours d'eau tels que délimités sur les plans de zonage, soumis à des règles spécifiques,
- d'une zone concernée par des risques technologiques liés aux établissements SBM et GAZECHIM (périmètre du PPRT prescrit le 24/06/2011 et approuvé le 03/08/2015,
- d'une zone concernée par des risques technologiques liés à l'établissement Entrepôt Consorts Minguez (ECM) (périmètre du PPRT prescrit le 24/06/2011 et approuvé le 06/03/2013.

Le site MECANIC SUD INDUSTRIE n'est inclus dans aucun de ces secteurs.





Prise de vue du site au point n°1 :



#### **II.4. Impacts sur l'environnement liés aux modifications des installations**

L'analyse des effets sur l'environnement a été réalisée principalement de manière qualitative ou sur la base de facteurs d'émission par analogie.

##### **Eau**

###### ☐ Adduction et besoins

Le site est alimenté par le réseau de la communauté d'agglomération Béziers Méditerranée (CABM).

Aucun prélèvement direct dans les eaux souterraines ou superficielles n'est et ne sera assuré individuellement par MECANIC SUD INDUSTRIE.

Le volume d'eau consommé est de l'ordre de 6 300 m<sup>3</sup> par an (chiffre de 2005) pour une utilisation d'environ 1000 m<sup>3</sup> en sanitaire, et 5300 m<sup>3</sup> en usage industriel (activité QPQ et rinçage des pièces provenant de la magnétoscopie et du ressuage).

Pour la nouvelle installation, l'exploitant estime une consommation de 40 m<sup>3</sup>/an pour les appoints en eau de la cuve de phosphatation, 20 m<sup>3</sup>/an pour la zone de lavage des pièces au Karscher, et 10 m<sup>3</sup>/an en eau sanitaires du fait du personnel de MSA rapatrié. Soit une augmentation de 70 m<sup>3</sup>/an de plus que la situation actuelle.

Cette augmentation est considérée comme non significative par l'exploitant.

###### ☐ Rejets

Dans sa configuration initiale, le site n'est pas autorisé à rejeter des eaux industrielles, selon l'article 4.5 de l'arrêté 2006-I-1751 du 18 juillet 2006.

Les rejets aqueux associés aux installations de MSI sont les suivants :

- eaux usées sanitaires,
- eaux pluviales de voiries,
- eaux pluviales de toiture.

L'augmentation du volume des bains du QPQ, depuis la publication de l'arrêté préfectoral, ne génère pas de nouveau rejet d'eau industrielle.

L'activité de phosphatation, la cabine de peinture ainsi que les postes de soudure ne seront pas à l'origine de rejets d'eau dans le réseau communal, ni dans le milieu naturel.

Les eaux issues des activités principales sont traitées comme des déchets, dans une filière dûment autorisée.

Cependant, une convention de déversements signée en date du 18/03/2015 avec la communauté d'agglomération de Béziers Méditerranée, autorise le déversement des eaux usées non domestiques dans le réseau d'assainissement public, après passage dans un dispositif de traitement.

Ainsi, l'exploitant explique dans son dossier que les eaux issues des purges de la chaudière sont de suite compatibles avec la convention de déversement. De plus, il rappelle son projet d'installer un évapoconcentrateur, porté à la connaissance de l'administration en 2014 sans réalisation effective jusqu'à présent.

L'implantation de cet évapoconcentrateur permettrait de traiter les eaux industrielles et assimilées dénommées eaux usées non domestiques suivantes :

- eaux de lavage (de pièces mécaniques après contrôle, du sol des ateliers avec agents de nettoyants),
- eaux de process :
  - bains de rinçage des pièces après traitement par des bains de sels de nitruration,
  - émulsions aqueuses pour l'usinage des pièces (huiles de coupe solubles).

Ce traitement rendra compatible le rejet des eaux industrielles au réseau d'eaux usées de la communauté d'agglomération. C'est pourquoi une convention de déversement a été établie en 2015.

MSI, demande donc à ce que le projet d'arrêté préfectoral autorise les rejets raccordés d'eaux usées industrielles sous couvert de la convention de déversement.

#### ☐ Les eaux pluviales

Les installations projetées seront situées dans un bâtiment existant qui n'a pas été modifié et qui ne génère pas de surface imperméabilisée supplémentaire. Il n'y a donc pas d'augmentation d'impact en matière d'eaux pluviales sur site.

#### Air

##### Les odeurs :

La zone d'implantation et les activités de MSI ne présente pas de caractéristiques olfactive particulières.

##### Les sources des émissions :

S'agissant des installations actuelles, les points de rejets exploités sont les suivants :



- 2 points de rejet de la chaîne de contrôle par ressuage et la chaîne de contrôle par magnétoscopie. Il est à noter que depuis 2005, un point de rejet a été mis en place (point n°2bis). Ce point de rejet correspond à une aspiration en façade des activités de magnétoscopie et de ressuage.
- 1 point de rejet de la chaîne de traitement thermique par bains de sels (QPQ) : vapeurs des bains de carbonitruration,
- 1 point de rejet de la cabine de projection de métal fondu (HVOF),
- 1 point de rejet de la hotte verticale d'aspiration pour l'imprégnation des pièces (HVOF), (nouveau point de rejet depuis 2005),
- 1 point de rejet pour le rechargement par laser (PTA),
- 5 points de rejet pour les machines d'usinage, (nouveaux points de rejet depuis 2005),
- 1 Point de rejet de la table d'aspiration pour l'ébavurage des châssis en Cu-Be, (nouveau point de rejet depuis 2005)
- Rejets diffus issus des véhicules et camions,

Concernant les émissions liées à l'activité QPQ :

L'augmentation du volume des bains du QPQ n'est pas génératrice de nouvelles substances par rapport à la situation autorisée. Afin d'augmenter son efficacité et sa capacité de traitement, le système d'épuration des gaz de l'activité QPQ a été remplacé et positionné à l'extérieur du bâtiment en 2006. Sa technologie de traitement utilisant des filtres à voie humide est inchangée. La localisation de la cheminée du nouveau laveur de gaz est identique à celle initiale. Néanmoins, la hauteur de la cheminée est augmentée de 2 m permettant une meilleure dispersion atmosphérique des gaz.

Pour les émissions liées aux installations projetées, les points de rejets seront les suivants :

- 1 point de rejet pour la cabine de peinture projetée,
- 1 point de rejet pour le bain de traitement par phosphatation projeté,
- 1 point de rejet pour l'étuve de séchage/cuisson des pièces,
- 1 point de rejet pour le poste de soudure manuel,
- 1 point de rejet pour les deux postes de soudure.

#### Les aspirations et dispositifs de traitement des émissions :

Le site de MECANIC SUD INDUSTRIE est doté de 19 aspirations associées aux 12 rejets en toitures, répartis de la manière suivante :

Activité	Nombre d'aspiration	Localisation	Traitement	Rejet
QPQ	4	- 1 aspiration en façade et une aspiration latérale pour le bain d'oxydation, - 1 aspiration latérale pour le bain de nitruration, - 1 aspiration en façade pour le bain de refroidissement.	1 laveur d'air	1 rejet en toiture
PTA	2	- 1 aspiration latérale pour chaque PTA	1 filtre	1 rejet en toiture
HVOF	1	- 1 aspiration latérale dans la cabine de tir	1 dépoussiéreur	1 rejet en toiture
	1	- 1 aspiration en façade pour l'imprégnation des pièces	/	1 rejet en toiture (nouveau point de rejet)
Magnétoscopie / ressuage	5	- 1 aspiration en façade pour ressuage et/ou magnétoscopie	/	1 rejet en toiture (nouveau point de rejet)
		- 4 aspirations latérales pour la magnétoscopie et/ou bain de rinçage		1 rejet en toiture
Usinage	5	- Une aspiration latérale de la machine Slant Turn 450	1 filtre	1 rejet en toiture
		- Une aspiration latérale des machines Cybertech et TBI 450	1 filtre	1 rejet en toiture
		- Une aspiration latérale de la machine vtc 800/30SR,	1 filtre	1 rejet en toiture
		- Une aspiration latérale de la machine Super velocity Center	1 filtre	1 rejet en toiture
		- Une aspiration sur l'autre machine slant turn 450	1 filtre	1 rejet en toiture
				→ 5 nouveaux points de rejets
Ebavurage	1	Une aspiration sur la table aspirante Cu-Be	1 filtre	1 rejet en toiture (nouveau point de rejet)

Pour les installations projetées :

La cuve de phosphatation sera équipée d'une aspiration latérale, les vapeurs seront rejetées avec un émissaire unique.

La cabine de peinture projetée sera également équipée d'une aspiration en façade, de même que l'étuve de séchage des pièces, qui possède une aspiration. Elles sont reliées à un émissaire vertical en toiture.

Le poste de soudure manuel est équipé d'un bras aspirant relié à un dépoussiéreur JETLINE K Compact.

Le dossier présente également les caractéristiques des émissaires existants et projetés (hauteur au sol, diamètre, débit, température).

#### Les flux de polluants :

Pour les rejets issus du ressuage et de la magnétoscopie :

Des mesures de rejets atmosphériques ont été réalisées par société APAVE le 29/01/2015 au point de rejet. Ces mesures confirment le respect des valeurs limites pour cette activité.

Les mesures des paramètres, acide chlorhydrique et fluorhydrique pour les activités de ressuage et de magnétoscopie ne paraissent pas pertinentes. En effet, à la lecture exhaustive de l'ensemble des FDS des produits utilisés sur les activités de magnétoscopie et de ressuage, aucun produit n'apparaît avec les molécules Fluor ou Chlore. De plus, les concentrations mesurées sont très faibles et inférieures aux concentrations retrouvées dans l'échantillon de « blanc ».

Pour les rejets issus de l'HVOF :

Des mesures de rejets atmosphériques ont été réalisées par société APAVE le 29/01/2015 au point de rejet de l'HVOF. Ces mesures permettent constater la conformité des concentrations de polluants liée à cette activité, et de constater la non-conformité du débit mesuré. Compte tenu de l'évolution de cette activité en termes de flux, il est admis de considérer que le débit seuil doit être réajusté.

Pour l'activité QPQ :

Des mesures de rejets atmosphériques ont été réalisées par société APAVE le 29/01/2015 au point de rejet de la chaîne de traitement QPQ dont voici les résultats :

PARAMETRES	VALEURS MESUREES RAPPORT DE MESURES (29/01/2015) => INTEGRANT L'EXTENSION QPQ		VALEURS MESUREES RAPPORT DE MESURES (06/02/2006) => ACTIVITE QPQ INITIALE		VALEURS SEUILS AP N°2006-I-1751		VALEURS SEUILS AP N°2006-I-1751 PROPORTIONNELLES AU DEBIT MESURE		VALEURS SEUILS AM 02/02/1998 (ARTICLE 27) A TITRE INDICATIF
Débit (Nm <sup>3</sup> /h)	5 410		2 910		3 000		5 410		/
	CONCENT RATIONS (MG/NM <sup>3</sup> ) *	FLUX (G/H)	CONCENT RATIONS (MG/NM <sup>3</sup> ) *	FLUX (G/H)	CONCENT RATIONS (MG/NM <sup>3</sup> ) *	FLUX (G/H)	CONCENT RATIONS (MG/NM <sup>3</sup> ) *	FLUX (G/H)	CONCENTRATIONS (MG/NM <sup>3</sup> )*
Acide chlorhydrique (HCl)	0,05	0,29	5,5	16	6	18	6	32,5	C = 50 mg/m <sup>3</sup> si flux > 1 kg/h
Acide fluorhydrique (HF)	0,05	0,29	0,15	0,4	0,2	0,6	0,2	1,08	C = 5 mg/m <sup>3</sup> si flux > 500 g/h (gaz) C = 5 mg/m <sup>3</sup> (vésicules / particules)
Acide cyanhydrique (HCN)	0,55	2,96	0,45	1,3	0,5	1,5	0,5	2,71	C = 5 mg/m <sup>3</sup> si flux > 50 g/h
Composés Organiques Volatiles (COV)	11	60	26,4	77	30	90	30	162	C = 110 mg <sub>eq</sub> /m <sup>3</sup> si flux > 2 kg/h

\* Valeurs rapportées à une teneur en O<sub>2</sub> de 20,9% sur gaz secs

Il est à noter un dépassement des valeurs seuils en termes de débit, de concentration de HCN et de flux de HCN.

Concernant le débit, le dimensionnement du laveur de gaz lié à l'augmentation du volume des bains du QPQ en adéquation par rapport aux besoins, augmente naturellement le débit.

Concernant le paramètre de concentration de HCN, les prélèvements manuels présentent une incertitude relative élargie de 20 %. La concentration en HCN est donc comprise entre 0,44 et 0,66 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur seuil de 0,5 mg/Nm<sup>3</sup>.

Concernant le paramètre de flux de HCN, la valeur seuil du flux de HCN recalée proportionnellement au débit mesuré est de 2,71 g/h. En appliquant l'incertitude, la valeur est comprise entre 2,34 et 3,55 g/h pour une valeur seuil recalculée (principe de proportionnalité par rapport au débit) de 2,71.

Ainsi de manière globale, l'ensemble de ces éléments permettent de conclure que malgré les dépassements apparents de débit, de concentrations en HCN et de flux en HCN, les valeurs restent en-dessous ou de même ordre de grandeur que les valeurs seuils de l'arrêté préfectoral n°2006-I-1751.

A titre de comparaison, ces valeurs sont intrinsèquement largement inférieures aux valeurs seuils de l'article 27 de l'arrêté du 2 février 1998 ainsi qu'à celles de l'arrêté ministériel du 26/09/1985 modifié en juin 2006, applicables au atelier de traitement de surface.

Conclusion de l'exploitant sur les activités existantes :

La nature des polluants n'a pas varié depuis la précédente étude d'impact, seuls les débits rejetés ont varié de manière proportionnelle à l'activité. L'impact vis-à-vis de cet aspect environnemental reste faible.

Les résultats de mesures montrent que les valeurs de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et des arrêtés cadres applicables au atelier de traitement de surface sont respectées (QPQ ou autres activités). Cependant, les valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2006 peuvent apparaître comme contraignantes pour deux paramètres : le débit et l'HCN. De ce fait, et au regard d'absence de sensibilité de la zone, l'exploitant demande le réajustement conformément aux valeurs réglementaires

Pour l'installation projetée :

Compte tenu de la composition des agents chimiques mis en œuvre (source : fiches de données de sécurité des produits utilisés), les rejets atmosphériques liés à la cuve de phosphatation seront composés de :

- Acidité,
- Alcalins,
- NH<sub>3</sub>
- Nickel,
- NO<sub>x</sub>,

Une mesure en sortie du point de rejet sera réalisée à la mise en service de la cuve de phosphatation, puis périodiquement, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/06. En dehors des périodes d'utilisation, le bain sera fermé avec un couvercle, et la ventilation pourra ainsi être éteinte. Il n'y aura donc pas de rejets en-dehors des périodes d'utilisation. Les valeurs limites de rejet issues de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30/06/06 seront respectées.

### **Bruits et vibrations**

Les nuisances sonores liées à l'activité sont dues principalement :

- au trafic engendré par la société (camion de livraison et chariot de manutention),
- installation de production d'air comprimé,
- installation d'aspiration de l'air de cabine de tir HVOF,
- le laveur de gaz, situé à l'extérieur du bâtiment, adossé à l'activité QPQ.

Les sources sonores supplémentaires par rapport à la situation autorisée sont dues principalement à l'augmentation du nombre de centres d'usinage, à l'installation de nouveaux outils et aux aménagements et trafics extérieurs.

Il n'aura pas de nuisances sonores engendrées par les installations projetées sur le site, ni de nuisances vibrantes notables.

Des mesures sonores ont été réalisées en avril 2015. Les résultats sont conformes à l'arrêté ministériel du 23/01/1997.

### **Déchets**

Les déchets du site sont principalement composés :

- de déchets liquides des activités mises en œuvre qui sont évacuées pour élimination,
- des tournures acier qui sont évacuées en filière de recyclage,
- des sels de l'activité QPQ (1,27 tonnes/an) qui sont évacuées pour élimination.

Les autres types de déchets sont plus génériques : bois, papier, carton, matériels informatiques usagés, plastiques...

Plus spécifiquement pour l'activité QPQ, les déchets générés sont les résidus de sels de carbonituration, les eaux de renouvellement des bains, les eaux issues du laveur d'air.

L'augmentation du volume des bains du QPQ génère une faible augmentation de la quantité de déchets dangereux par rapport à la situation autorisée (principalement liée aux effluents industriels liquides). Néanmoins, les déchets produits sont de nature identique à ceux générés par les installations initiales et font l'objet d'une élimination selon une filière adéquate.

Le volume actuellement éliminé est d'environ 430 m<sup>3</sup>/an de déchet liquides dangereux. Il est estimé que ce volume annuel représente une augmentation de 70 % par rapport à la situation de 2005.

S'agissant des installations projetées, les tonnages de déchets de MSA ont été analysés. Ils représentent un prévisionnel de 30 tonnes/an.

En conclusion de cette partie consacrée aux déchets, la quantité annuelle totale s'élève à environ 745 t/an pour une répartition de l'ordre de 50 % entre les déchets dangereux et les déchets non dangereux.

Outre les mesures de gestion opérationnelle de tri sélectif, de traçabilité et de choix des filières de traitement, l'exploitant par son projet d'évapoconcentrateur effectue une réduction à la source. En effet, la mise en place de ce dispositif de traitement diminuera le volume de déchets dangereux d'un facteur 4 à 5 selon l'estimatif.

Ainsi, en raison de leur nature, leur quantité et la maîtrise de leur gestion, les déchets de l'activité de MSI n'a pas d'effet notable sur l'hygiène et la santé publique.

### **Trafic routier**

Le trafic routier généré principalement de 7h à 18h par MSI est de 20 camions par jour et 110 véhicules légers de personnel par jour.

L'implantation de nouvelles installations de traitement et de peinture de pièces métalliques ne sera pas à l'origine de trafic plus important. On notera que le flux de camions transitant entre le site MSA et de MSI sera supprimé au profit d'un flux commun. Le flux de véhicule légers sera ainsi augmenté de 14 véhicules de personnel. Ce qui est négligeable.

### **Impact Santé**

La démarche d'évaluation des risques sanitaires a retenu les risques liés aux substances chimiques : COV, HCl, HF et HCN, poussières, CO, NO<sub>x</sub>, SO<sub>2</sub> et NH<sub>3</sub>. L'inhalation directe est retenue comme vecteur de transfert.

Les moyens de maîtrise du risque sanitaire potentiel sont :

- véhicules utilisés conformes à la réglementation en matière de rejets atmosphériques,
- maintenance et surveillance des installations,
- surveillance des émissions selon les valeurs limites réglementaires,
- entretien du dépoussiéreur,

Les effets résiduels sont limités.

## **II.5. Dangers/risques susceptibles d'être présentés par les modifications apportées au site**

### **Produits utilisés sur site**

Par rapport à la situation de 2005, il n'y a pas de nouvelle famille de risque identifiée. Les risques associés à la présence des nouveaux produits font partie de familles de risque déjà identifiées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2005, soit principalement des produits solides ayant un caractère dangereux pour l'homme via une exposition à long terme.

Les risques liés aux matières premières solides apparues après 2005 et leurs mises en œuvre ne présentent pas de risques environnemental supplémentaire. Il en va de même pour les produits liquides et gazeux. On notera que les quantités stockées sur site ne classent pas l'installation sous aucune des rubriques 4XXX de la nomenclature ICPE.

### **Accidentologie et effets thermiques**

L'analyse accidentologique réalisée qui s'appuie sur les bases documentaires (Aria/Barpi) amène à considérer les risques suivants liés aux modifications apportées aux installations :

- risque d'incendie au sein des zones de stockage de solvants et de peintures et de la cabine de peinture,
- risque d'épandage lié à l'activité de phosphatation,

Les phénomènes dangereux retenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2005 sont les suivants :

- BLEVE des aérosols pour les activités de ressuage et de magnétoscopie,
- dispersion gazeuse pour l'activité QPQ,
- incendie / explosion du stockage des liquides inflammables,
- épandage des liquides inflammables,
- épandage des produits de traitement thermique par bains de sel,
- incendie / explosion du stockage de gaz liquéfié inflammable,
- fuite d'oxygène liquide,
- incendie de la cabine de tir pour l'activité HVOF (pulvérisation de métal fondu),

Les phénomènes dangereux ont été modélisés dans l'étude de danger du dossier de demande initial de MECANIC SUD INDUSTRIE. Ces phénomènes dangereux sont tous conservés, mis à part le BLEVE des aérosols de la zone de contrôle non destructif, qui peut être exclu.

En effet, la modélisation de 2005 a consisté à assimiler toute la quantité de stockage de butane contenue dans les aérosols à un stockage unique d'une masse de GPL telle que des zones de dangers puissent apparaître, au regard de la modélisation issue de la formule de l'instruction technique de 1989.

Dans les faits, les aérosols présents sur le site sont des aérosols de type usuel (quantité limitée à 250 ml/contenant), et pris dans un incendie, s'ils peuvent contribuer à l'alimentation du feu par la libération du GPL qu'ils contiennent, ils ne conduiront pas à un phénomène de BLEVE massif tel que modélisé initialement.

L'exploitant explique ainsi que ce scénario n'est donc plus à retenir dans le cadre de la présente actualisation des éléments de l'étude de dangers.

La modélisation des effets thermiques sur les biens et les personnes concluent à l'absence d'impact en dehors des limites de propriété.

### **Mesures de protection et de prévention**

L'analyse des phénomènes dangereux redoutés et de leurs événements initiateurs a permis au pétitionnaire d'étudier les barrières de sécurité définies comme les mesures de prévention et de protection. Elles sont pour la plupart intégrées à l'arrêté de 2006. On notera de manière générale les barrières suivantes :

- dispositifs de rétention associés aux stockages de produits dangereux,
- interdiction de fumer dans les locaux,
- ensemble des travaux soumis à permis de travail ou permis de feu,
- contrôle périodique des installations électriques,
- maillage des terres et interconnexion des masses métalliques, parafoudres,

- la séparation des activités QPQ, HVOF, PTA (rechargement par soudure), des activités de contrôle non destructif, laser, de conditionnement et de stockage des produits finis par portes coupe feu.
- une surveillance des locaux par les opérateurs et des rondes réalisées par une société de gardiennage pendant les périodes de fermeture,
- la formation du personnel (intervention incendie...),
- arrêts d'urgence permettant la coupure des alimentations,
- dispositif de coupure électrique générale à l'entrée du bâtiment,
- moyens de lutte incendie appropriés (extincteurs selon la règle R4 APSAD, 3 poteaux incendie à moins de 200 mètres du site assurant un débit de 60 m<sup>3</sup>/h chacun.
- ...

Aucun bassin de confinement des eaux d'extinction incendie n'est prévu sur site. En effet, la quantité de produits dangereux pris en référence pour le calcul forfaitaire comme prévu à l'alinéa 2 de l'article 9 de l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565, est inférieure à 20 tonnes. De plus, tous les stockages de produits et cuve de traitement sont pourvus de rétention et il n'existe pas de risque incendie nécessitant une quantité d'eau d'extinction supérieure aux capacités de rétention existantes. La modélisation de la quantité de liquides inflammables contenues dans le plus grand réservoir, soit 25 kg dimensionne un rayon de zone de feu de 1,4 m.

Il est rappelé que les quantités stockées sur site ne classent pas l'installation sous aucune des rubriques 4XXX de la nomenclature ICPE.

### **III. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE ET ADMINISTRATIVE**

#### **III.1. Enquête publique**

Par décision n° E16000220/34 du 7 décembre 2016, Monsieur Patrick GENESTE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur, par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

Par arrêté préfectoral du 30 janvier 2017, il a été ordonné l'ouverture de l'enquête publique, qui s'est déroulée du 6 février au 8 mars 2017 inclus, sur les territoires des communes de BEZIERS et VILLENEUVE LES BEZIERS, concernées par le périmètre d'affichage d'un rayon d'un kilomètre.

L'exploitant a transmis au commissaire enquêteur un mémoire en réponse aux observations formulées lors de l'enquête publique.

Dans son rapport du 5 avril 2017, le commissaire enquêteur précise dans ses conclusions :

« Les études d'impact et de dangers n'ont pas mis en évidence de problème particulier lié à ce type d'activité qui pourrait impacter l'environnement de façon sensible et durable au-delà de ce qui existe déjà. Le volet santé publique de l'étude montre un impact sanitaire négligeable de l'installation, en l'état actuel des connaissances et des données disponibles.

Ce projet répond à un souci évident de cohérence et d'efficacité dans la gestion des évolutions nécessaires de la société MECANIC SUD INDUSTRIE. Il est intégré dans un contexte technique, économique et environnemental favorable qui ne peut être que bénéfique pour l'économie locale. »

Ainsi, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable assortie de la recommandation suivante : mettre en place un évapoconcentrateur et assurer les mesures nécessaires au suivi des rejets gazeux et au traitement des effluents liquides.

#### **III.2. Avis reçus des conseils municipaux**

Le conseil municipal de la commune de Villeneuve les Béziers a émis un avis favorable lors de la séance du 13 mars 2017 assorti des remarques suivantes :

- « - nécessité de prise en compte de la totalité des contraintes environnementales,
- suivi et contrôle permanent des émissions et rejets de toute nature »



Le conseil municipal de la commune de Béziers a émis un avis favorable lors de la séance du 28 février 2017.

### **III.3. Avis des services consultés**

#### **Avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du 26 janvier 2017**

La DDTM 34 par courrier 26 janvier 2017 informe que le projet n'appelle pas d'observation. Elle note par ailleurs la mise en place de la convention de rejet signée en 2015 entre l'industriel et la CABEME pour le rejet des effluents pré-traités.

#### **Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du 15 février 2017**

Dans son avis du 15 février 2017 le SDIS émet un avis favorable assorti des prescriptions suivantes :

##### *Dispositions générales :*

L'exploitant doit respecter ses engagements mentionnés dans le dossier présenté, ainsi que toutes les dispositions réglementaires applicables et les prescriptions ci-après :

##### *Organisation de la défense extérieure contre l'incendie :*

Le dimensionnement des besoins en eau pour l'extinction concerne le bâtiment existant de 2 100 m<sup>2</sup>. Le débit requis calculé selon la D9 est de 150 m<sup>3</sup>/h.

Les poteaux incendie existants ou prévus devront être conformes aux normes NF S 61213 et NF S 62200. Le réseau devra être en mesure de fournir ce débit sous une pression de 1 bar pendant 2 heures.

##### *Organisation de la défense interne contre l'incendie :*

Les lieux de travail devront être équipés de matériels de premiers secours contre l'incendie adaptés à la nature des risques et facilement accessibles. Ce matériel devra faire l'objet d'une signalisation durable par panneaux conformes aux normes et apposés aux endroits appropriés.

Le chef d'établissement devra prendre les mesures nécessaires pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement et efficacement combattu.

Ce premier secours sera assuré par :

- des extincteurs en nombre suffisant et maintenus en bon état de fonctionnement répartis à l'intérieur des locaux et des lieux présentant des risques spécifiques, à raison d'un appareil pour 200 m<sup>2</sup> et d'un minimum de 2 appareils sur le site. Ils seront positionnés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, notamment un extincteur de 2 kg de CO<sub>2</sub> sera positionné près de chaque armoire électrique.

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Les personnels de l'exploitation devront être formés à la manipulation des moyens de secours qui devront être vérifiés annuellement par un technicien compétent. Des consignes de sécurité affichées bien en vue du personnel préciseront les premières mesures à prendre pour lutter contre un début d'incendie.

##### *Accessibilité des engins de secours et de lutte contre l'incendie :*

L'exploitant veillera à ce qu'aucune entrave ne gêne la circulation des véhicules de secours tels que plantations, mobilier urbain, ..., en prenant toutes les mesures structurelles nécessaires.

L'implantation des arbres, le cas échéant, doit préserver l'accès aux façades pour les échelles aériennes pour les installations supérieures à 8 mètres, et l'accès aux airs de mise en œuvre du matériel des sapeur-pompier.

Une consigne devra indiquer l'interdiction du stationnement des véhicules quels qu'ils soient, au droit des poteaux d'incendie, sur les trottoirs, accotements ou sur les parties de chaussée non prévues à cet effet, de nature à empêcher ou même seulement retarder l'accès ou la mise en œuvre des moyens de secours publics. Selon le cas, des dispositifs anti-stationnement devront être installés et si nécessaire, l'interdiction du stationnement devra être réglementairement signalisée.

. Avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS) du 22 décembre 2016

Dans le cadre de sa contribution à l'avis de l'Autorité Environnementale, par courrier en date du 21 décembre 2016, l'Agence Régionale de Santé a émis un avis défavorable dans la mesure où l'évaluation de l'impact sanitaire est insuffisante. L'avis met en avant les points suivants :

« Concernant l'évaluation d'impact sanitaire de l'installation, la nature incomplète du document produit ne permet pas d'en juger. [...] L'analyse des effets sur la santé, très succincte, est réalisée de manière qualitative. [...] L'étude d'impact sanitaire présentée dans le dossier ne comporte aucun élément quantitatif. Le schéma conceptuel est incomplet. Cette partie du document ne répondant pas aux référentiels utilisés pour les études des risques sanitaires, elle n'a pas pu être analysées par l'ARS.

Pour ce qui concerne la demande d'autorisation de l'implantation d'une cuve de phosphatation, cette installation doit être équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruit transmis par voie aérienne ou solidienne ou d'émission atmosphériques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. [...] Toutes les mesures utiles devront être mises en œuvre pour que les émergences sonores réglementaires soient respectées. Il conviendra en ce sens de mettre en place une nouvelle campagne de mesures lors de la phase d'exploitation du projet, en vue de s'assurer du respect des niveaux sonores réglementaires.»

. Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)

La préfecture a transmis le 23 novembre 2016 le dossier pour avis. Sans réponse à ce jour, il est à noter toutefois que le site n'est pas inclus dans une zone d'incidence directe sur les AOC et les IGP.

. Avis de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) du 24 février 2017

La DIRECCTE par l'avis de l'inspecteur du travail en date du 24 février 2017 émet un avis favorable au dossier tout en rappelant les obligations de l'exploitant vis-à-vis du code du travail comme par exemple le port des Équipements de Protection Individuelle, les règles de formation à la sécurité des personnels, les règles liées aux zones ATEX (à atmosphères explosives), aux notices de poste, à l'évaluation individuelle de l'exposition aux agents chimiques...

## **IV. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

### **IV.1. Sur les avis émis**

S'agissant de l'avis de la commune de Villeneuve les béziers qui évoque :

« - nécessité de prise en compte de la totalité des contraintes environnementales,

- suivi et contrôle permanent des émissions et rejets de toute nature »

Le cadre réglementaire de la procédure d'autorisation prend en compte la totalité des contraintes environnementales dans la limite des obligations légales. Le projet arrêté d'autorisation encadre les activités sous couvert d'un arrêté spécifique aux traiters de surface (30/06/2006). Il est établi de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les obligations réglementaires de suivi et de contrôles des émissions sont basées sur l'arrêté spécifique aux traiteurs de surface. Ils sont nécessaires et suffisants au regard des activités exercées et des enjeux.

Pour ce qui est de l'avis du SDIS, l'ensemble des dispositions énoncées est repris au titre 8 principalement au chapitre 8.2.

Concernant l'avis de l'ARS, elle fonde son avis défavorable sur l'absence d'une étude quantitative des impacts sanitaires. Les référentiels utilisés par l'ARS sont : le guide pour l'analyse du volet sanitaire des études d'impact de l'InVS diffusé par la circulaire DGS/VS3/2000 n°61 du 3 février 2000 et le minimum exigible pour l'analyse des effets sur la santé dans une étude d'impact, fixé par la circulaire DGS/2001/185 du 11 avril 2001.

Or, comme précisé dans le dossier, l'inspection rappelle que la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation, précise le type d'étude attendue dans le cadre des études d'impact.

Notamment au point 5, elle indique pour le cas de MECANIC SUD INDUSTRIE (installation classée qui n'est pas mentionnée à l'annexe I de la directive n°2010/75/UE relative aux émissions industrielles (IED) et faisant l'objet d'un dossier d'autorisation d'exploiter ou d'une modification substantielle des conditions d'exploiter) :

*« Pour ces installations et à l'exception des installations de type centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers pour lesquelles une ERS sera élaborée, l'analyse des effets sur la santé requise dans l'étude d'impact sera réalisée sous une forme qualitative. Quelque soit la nature de l'étude des effets sur la santé, l'exploitant prend toutes les mesures adaptées pour limiter et réduire les émissions diffuses ou canalisées de polluants générés par l'exploitation de ses installations. »*

Il est également précisé au point 2 de la même circulaire que « L'évaluation qualitative des risques sanitaires comprendra une identification des substances émises pouvant avoir des effets sur la santé, l'identification des enjeux sanitaires ou environnementaux à protéger ainsi que des voies de transfert des polluants »

Ainsi, les activités de MECANIC SUD INDUSTRIE n'étant pas visées par la directive IED, le présent volet « Évaluation des Risques Sanitaires » a été effectué de manière qualitative, ce qui est conforme aux obligations légales.

Enfin, il est à noter qu'un guide intitulé « Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires : Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées » de l'INERIS est paru en août 2013. Ce guide confirme la position de la circulaire précitée qui est parue à la même date.

Par ailleurs, s'agissant de la réglementation *bruit*, le titre 7 de du projet d'arrêté rappelle les règles en la matière, et précise la nécessité d'une nouvelle campagne de mesures lors de la phase d'exploitation des installations en projet.

#### **IV.2. Sur le dossier technique**

S'agissant de l'impact sur l'air, l'inspection des installations classées confirme la non pertinence des paramètres acide chlorhydrique et fluorhydrique pour la chaîne de contrôle par ressuage et magnétoscopie et propose que les valeurs limites pour ces deux paramètres ne soient applicables qu'en cas d'utilisation de produit contenant des molécules de chlore ou de fluor. De plus, l'inspection propose la réalisation a minima

tous les trois ans d'une analyse de ces paramètres afin de confirmer leur absence (inférieur à la limite de quantification) : cf article 3.2.3. pour les rejet 2 et 2bis de l'arrêté préfectoral.

L'inspection propose de retenir la valeur de 1 mg/Nm<sup>3</sup> en HCN conformément à l'article de 11 de l'arrêté du 26/09/85 relatif aux ateliers de traitement de surface modifié, applicable à l'établissement. Ce même article précise d'ailleurs que pour les rejets de cyanure : « la norme de 1 mg/Nm<sup>3</sup> peut être difficile à atteindre en permanence. La norme fixée dans l'arrêté doit prendre en compte les contraintes techniques d'exploitation ». Les mesures effectuées prouvent que cette valeur est de l'ordre de 0,6 mg/Nm<sup>3</sup>. En considérant les incertitudes de mesures, l'absence de sensibilité du milieu et la précision apportée par le texte réglementaire, la valeur de 1 mg/Nm<sup>3</sup> en HCN semble donc adéquate.

Pour l'impact sur l'eau, l'inspection des installations classées note le travail de réflexion et d'aboutissement de la réduction à la source des effluents aqueux mené par l'exploitant.

Concernant les risques, l'inspection note qu'un bassin de confinement n'est effectivement pas obligatoire selon l'arrêté du 30 juin 2006. Cependant, un autre dispositif équivalent est attendu par le texte légal. L'exploitant met en avant les capacités de rétention existantes qui peuvent faire office de dispositif équivalent. L'inspection note également l'absence de risque incendie nécessitant une quantité d'eau supérieure à ces capacités de rétention. Le confinement interne est donc possible.

Ce point est transcrit en prescriptions au IV et V de l'article 8.4.1.

## **V. AVIS ET CONCLUSION**

MECANIC SUD INDUSTRIE présente un dossier de régularisation et de modification d'installations déjà autorisées en 2006 sur une zone d'activité. Ce dossier montre l'adéquation entre la gestion de l'exploitation actuelle et prévue au regard des textes réglementaires et notamment de l'arrêté encadrant les activités de traitement de surface.

La particularité du site réside dans la nécessité de mettre en place un dispositif de traitement des eaux industrielles aux fins de les rendre conformes et acceptables par la station d'épuration. Un effet bénéfique de réduction des effluents évacués par transports routiers, et destinés à la destruction, est donc à souligner.

Considérant que :

- les remarques des différents services consultés de l'Etat et la prise en compte de leurs observations dans le projet d'arrêté ci-joint ;
- les mesures envisagées par l'exploitant ainsi que les dispositions techniques fixées par la réglementation en vigueur, afin de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement, sont reprises dans ce projet d'arrêté ;

Nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable sur le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions techniques annexé au présent rapport.

## VI. PLAN DE SITUATION

### Zone d'activité du Capiscol (Béziers-Villeneuve-les-Béziers)

